

Le Conseil fédéral veut tailler dans son Office de la statistique, suscitant des critiques politiques

# L'amaigrissement de l'OFS inquiète

VIRGINIE GIROUD

**Neuchâtel** ► «Je vous rassure tout de suite. Les locaux de l'Office fédéral de la statistique (OFS) continuent d'être utilisés normalement, ils ne sont pas vides. Et il n'est pas question de renoncer au site de Neuchâtel.» Xavier Studer, porte-parole de l'office, souhaite d'emblée faire taire les rumeurs d'un éventuel démantèlement de cette entité décentralisée.

En revanche, si l'OFS poursuit bel et bien sa mission dans la capitale cantonale neuchâteloise, ses activités sont en train d'être réduites. En juin, le Conseil fédéral a décidé de renoncer à plusieurs enquêtes statistiques et de supprimer une cinquantaine de postes d'ici à 2028. Objectif: économiser 13 millions de francs par année dès 2026. Un choix jugé «nécessaire» pour «maîtriser le déficit structurel de l'office», plombé par une hausse des dépenses dans le domaine des technologies de l'information et contraint, par les élus fédéraux, de réduire son train de vie.

## Des enquêtes supprimées

Ce plan s'ajoute à différentes mesures déjà prises, visant à économiser 15 millions de francs en 2025 et à «boucler l'année sur des comptes équilibrés». Selon les chiffres fournis par Xavier Studer, l'OFS comptait 750 équivalents plein-temps (EPT) début 2024 et passera à 720 EPT à fin 2025, soit environ 850 collaborateurs. «L'OFS souhaite atteindre cet objectif avec les départs naturels, précise le porte-parole. Jusqu'à l'horizon 2028, l'OFS réduira encore ses effectifs d'une vingtaine de postes supplémentaires.»

Cette baisse significative des effectifs aura un impact sur les prestations fournies par l'office. Une dizaine de statistiques et d'enquêtes seront simplifiées, voire supprimées. C'est le cas par exemple du recensement des entreprises agricoles, une enquête qui permettait d'obtenir des infor-



L'instance située dans une tour à proximité de la gare de Neuchâtel va subir une cure d'amaigrissement ces prochaines années. DAVID MARCHON/ESH MÉDIAS

mations sur l'irrigation, la formation professionnelle des agriculteurs ou l'utilisation d'énergies renouvelables dans les entreprises agricoles. La statistique des bibliothèques sera également abandonnée. Quant au dénombrement des

logements vacants, il ne sera pas développé davantage.

## Plus aux normes de l'UE

Cette réduction des activités de l'OFS inquiète le conseiller aux Etats Fabien Fivaz. L'écologiste neuchâtelois a interpellé le

Conseil fédéral à ce sujet, lui demandant notamment quelle importance il accordait à l'office et pourquoi les coupes dans les statistiques concernaient en premier lieu l'environnement et l'habitat. «L'OFS continuera de produire, analyser et publier les

données et les statistiques de base», répond le gouvernement.

Il assure avoir procédé à des «adaptations qui affectent le moins possible le système global de production statistique», et cela «sans viser des domaines thématiques en particulier».

Fabien Fivaz a également souhaité savoir si la Suisse pourrait continuer à produire des statistiques répondant aux standards internationaux, et participer à des comparaisons internationales dans les domaines de l'éducation, de l'environnement, du travail ou de la santé. Sur ce point, le Conseil fédéral concède qu'il faut «s'attendre à ce que la Suisse ne soit plus en mesure de tenir le rythme des développements de l'UE».



**«On ne peut pas faire de la politique sans disposer de données fiables»** Fabien Fivaz

La publication d'enquêtes nationales «ne pourra pas être maintenue au niveau actuel dans certains domaines», tels que les statistiques économiques et la comptabilité des écosystèmes.

Le sénateur neuchâtelois craint que certaines comparaisons internationales ne soient plus possibles: «La statistique est un outil politique important. Quand on élabore une nouvelle loi, par exemple sur l'égalité salariale, on a besoin d'une statistique indépendante pour savoir si cette loi a un impact.»

Fabien Fivaz en est persuadé: «On ne peut pas faire de la politique correctement sans disposer de données fiables.» Il relève d'ailleurs l'incohérence de nombreux parlementaires fédéraux, qui réclament régulièrement des chiffres et acceptent, paradoxalement, de couper dans les statistiques. ESH MÉDIAS